



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE  
Téléphone : 04 38 17 38 34  
Télécopie : 04 38 17 38 99  
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° 2013220-0002 du 8 août 2013

mettant en demeure la société Ets LAVAGNE SARL  
située à APT de respecter les dispositions  
des articles 4.3.2, 4.3.4, 6.1.3, 7.2.6, 7.3.3 et 7.5.2  
de l'arrêté préfectoral n° 53 du 15 mai 2006 complété

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le code de l'Environnement, notamment le titre VII du livre 1er, et notamment son article L 171-8,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,

VU le décret n° NOR: INTA1230678D du 1er août 2012 publié au Journal officiel de la République Française le 3 août 2012 portant nomination de M. Yannick BLANC, en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mai 1987 autorisant la société Ets LAVAGNE SARL à exploiter une installation de récupération de métaux située sur le territoire de la commune d'APT complété par les arrêtés n° 53 du 15 mai 2006 (codification) et n° 2013011-0002 du 11 janvier 2013 (modification situation administrative),

VU l'arrêté préfectoral n° 2013137-0008 du 17 mai 2013 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

VU le rapport du 20 juin 2013 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que le document transmis par l'exploitant ne justifie pas du bon dimensionnement du bassin d'orage,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas justifié de l'entretien du bassin d'orage,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis de justificatif propre au véhicule concernant le respect de la législation en vigueur concernant les bruits aériens émis,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas justifié de la réalisation de la vérification annuelle des installations électriques par un organisme compétent,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas justifié de la formation de ses employés excepté pour la manipulation des extincteurs,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas justifié du respect des prescriptions concernant les moyens d'intervention en cas d'incendie et notamment concernant les poteaux incendie et leur débit et les extincteurs et leurs contraintes d'accessibilité et de capacités,

CONSIDÉRANT qu'ainsi la société Ets LAVAGNE SARL ne respecte pas les dispositions et prescriptions des articles 4.3.2, 4.3.4, 6.1.3, 7.2.6, 7.3.3 et 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 53 du 15 mai 2006 complété susvisé,

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

## ARRETE

### ARTICLE 1er

La société Ets LAVAGNE SARL, ci-après nommée exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit Le Chêne à APT (84400), est tenue, pour son établissement de récupération de ferraille, implanté à la même adresse, de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions et prescriptions des articles 4.3.2, 4.3.4, 6.1.3, 7.2.6, 7.3.3 et 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 53 du 15 mai 2006 complété susvisé.

### ARTICLE 2

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société Ets LAVAGNE SARL.

### ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 4

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

#### ARTICLE 5

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet d'Apt, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Apt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 08 AOÛT 2013

pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale

Martine CLAVEL

## ANNEXE

### Article L514-6

- Modifié par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 13

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

#### II.-supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### Article R514-3-1

- Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée